Le gouvernement célèbre la JME sans la présence des enseignants

@rib News, 05/10/2011 â€“ Source XinhuaLes enseignants du monde entier cÃ©lÃ¨brent ce mercredi la JournÃ©e Mondiale de l'Enseignant (JME), une journÃ©e qui est cÃ©lÃ©brÃ©e au Burundi au moment oÃ¹ les enseignants qui se sentent exclus par le gouvernement ne participent pas aux cÃ©rÃ©monies organisÃ©es officiellement par ce dernier dans la commune de Gasorwe de la province de Muyinga au nord-est du Burundi.Cette journÃ©e est cÃ©lÃ©brÃ©e ce mercredi sans la prÃ©sence dans ces cÃ©rÃ©monies d'aucune reprÃ©sentation des quatre syndicats fortement enracinÃ©s dans l'enseignement primaire et secondaire enregistrÃ©s au Burundi.
Les quatre syndicats (STEB-Syndicat des Travailleurs de lâ€™Enseignement au Burundi, SLEB-Syndicat Libre des Enseignants au Burundi, CONAPES- Conseil National des Professeurs de lâ€™Enseignement Secondaire et le SYNAPEP-Syndicat National du Personnel de l'Enseignement Primaire) accusent le gouvernement de les avoir exclus dans le cÃ©rÃ©monial de cette journÃ©e mÃªme s'il les avait associÃ©s dans l'organisation de ces festivitÃ©s.Â«Â Nous avons eu l'invitation du ministre de l'Enseignement de base et secondaire, de l'Enseignement des mÃ©tiers, de la Formation professionnelle et de l'AlphabÃ©tisation pour participer Ã ces cÃ©rÃ©monies. A l'invitation, Ã©tait annexÃ© le programme des activitÃ©s de cette journÃ©e. Nous avons Ã©tÃ© surpris de constater quâ€™aucun espace n'a Ã©tÃ© rÃ©servÃ© aux reprÃ©s enseignants alors que c'est leur journÃ©e, raison pour laquelle les syndicats ci-haut citÃ©s ne seront pas Ã Gasorwe. Nous allons nous organiser pour que chaque syndicat trouve une date de son choix pour organiser cette journÃ©e dans sa province ultÃ©rieurementÂ Â», a indiquÃ© mardi le secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral du STEB, JÃ©rÃ´me Bizindavyi, un syndicat de plus mille enseignants qui a Ã©tÃ© toujours le locomotif des autres dans la cÃ©lÃ©bration de cette journÃ©e depuis 2000, annÃ©e d sa premiÃ¨re cÃ©lÃ©bration au Burundi.Depuis cette annÃ©e, les syndicats ont toujours cÃ©lÃ©brÃ© cette journÃ©e jusqu'en 2 annÃ©e oÃ¹ ils ont entamÃ© des mouvements gÃ©nÃ©ralisÃ©s de grÃ¨ves pour faire des rÃ©clamations en rapport avec leurs fonctions, les annÃ©es 2009 et 2010 ayant atteint le point culminant avec la suspension par le gouvernement des cotisations des syndicats qui sont gÃ©nÃ©ralement virÃ©s par le bureau central des traitements sur les comptes des syndicats. Ce qui a eu pour consÃ©quence que les syndicats ont Ã©tÃ© coupÃ©s de moyens financiers leur permettant de fonctionner normalement.Â«Â Nous sommes limitÃ©s par les moyens financiers et nous avons un problÃ¨me de communication. Normalement, cette journÃ©e devrait nous aider Ã assister les enseignants syndiquÃ©s de l'intÃ©rieur du pays, Ã recenser leurs problÃ¨mes. Bref, c'est une journÃ©e qui devrait aider tous les acteurs Ã avoir une idÃ©e en vue de contribuer Ã lâ€™amÃ©lioration de la qualitÃ© de l'Ã©ducationÂ Â», a ajoutÃ© JÃ©rÃ´me Bizindavyi. Il demande mÃªme au go de dÃ©crÃ©ter la journÃ©e du 5 octobre une journÃ©e fÃ©riÃ©e, chÃ´mÃ©e et payÃ©e pour la consacrer exclusivement aux d allant dans ce sens.La journÃ©e est cÃ©lÃ©brÃ©e au niveau mondial sous le thÃ¨me Â«Â Les enseignants pour l'Ã©galitÃ© de genresÂ Â». Pour le secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral du STEB, ce thÃ¨me vient Ã point nommÃ© en ce qui concerne lâ€™Ã©ducation a En effet, dit-il, Â«Â Ã l'Ã©cole primaire, les enfants qui commencent la premiÃ¨re annÃ©e sont presque au nombre Ã©gal de 50 entre garÃ§ons et filles. Mais au fur et Ã mesure quâ€™ils avancent de classe, les filles sont de plus en plus moins nombreuses si bien qu'en 6Ã¨me (annÃ©e de fin du cycle primaire jusqu'aujourd'hui), on constate que les garÃ§ons sont plus nombreux que les fillesÂ Â», a ajoutÃ© JÃ©rÃ´me Bizindavyi. Il explique ces abandons des filles par leurs sollicitations Ã aller aider les parents dans les travaux de mÃ©nages et surtout par les grossesses prÃ©coces suivies souvent par des mariages prÃ©coces, alors que souvent, dit-il, Â«Â les garÃ§ons auteurs de ces grossesses sont des Ã©lÃ¨ves comme elles mais que, eux, ils poursuivent leurs Ã©tudesÂ Â».Â«Â Aujourd'hui, le problÃ¨me de sexualitÃ© est devenu dans les Ã©coles comme une maladie grave, raison pour laquelle je demande au ministÃ¨re de l'enseignement primaire et secondaire de tout faire pour face Ã cette Ã©pidÃ©mie qui frappe le monde de l'Ã©ducationÂ Â», a- t-il lancÃ© comme cri.Il se dit tout de mÃª satisfait du traitement que subissent les enseignants sans tenir compte du genre dans la gestion du personnel sauf quelques irrÃ©gularitÃ©s qu'il trouve au niveau de l' administration car, dit-il, Â«Â lÃ , les plus nombreux sont des hommesÂ Â».Un autre domaine plus discriminatoire par rapport au thÃ¨me de cette annÃ©e qui veut qu'il y ait Ã©galitÃ© de genre entre enseignants, c'est celui du dÃ©partement de l'urbanisme au niveau de l'acquisition des parcelles. Â«LÃ , les femmes ne sont pas prioritaires car on leur demande si leurs Ã©poux n'ont pas encore acquis leur premier logement Â», dÃ©plore JÃ©rÃ´me Bizindavyi.Le secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral du STEB dÃ©plore Ã©galement les conditions de travail de l'enseign burundais, surtout celui de l'enseignant de l'Ã©cole primaire qui n'a pratiquement pas de temps pour prÃ©parer ses leÃ§ons. Â«Â Il travaille dans les conditions qui ne lui permettent pas de s'Ã©panouir vu les horaires de travail (de 7H 30 Ã 17H 30 pour dire de 5H 30 Ã 15H30 GMT), les effectifs plÃ©thoriques des enfants dans les salles de classe (qui avoisinent les 200 Ã©coliers ou Ã©lÃ¨ves dans certaines classes), le matÃ©riel pÃ©dagogique et j'en passe Â», ajoute-t-il. Du cÃ´tÃ© des formate il y a un effort Ã faire car Â«Â on enregistre aujourd'hui des enseignants qui sont recrutÃ©s alors qu'ils ne sont pas qualifiÃ©s ou alors qui n'ont pas eu de formation pÃ©dagogiqueÂ Â».La journÃ©e du 5 octobre est cÃ©lÃ©brÃ©e en commÃ©moration de l'anniversaire de la signature de la recommandation UNESCO/OIT concernant la condition du personnel enseignant en 1966 d'une part, et en mÃ©moire de la recommandation UNESCO/OIT concernant lâ€™enseignement supÃ©rieur en 1977, d'autre part.